

Thessalonique juin 2015

Les récits de la crise économique :
mythes et réalités de la société contemporaine

L'avenir sombre de la Chine

Jean RUFFIER (ISEOR, Magellan, Lyon)

1. Problématique..... **Erreur ! Signet non défini.**
2. Méthode..... **Erreur ! Signet non défini.**
3. L'échec des annonceurs de l'échec **Erreur ! Signet non défini.**
 - 3.1. Les bases structurelles de la réussite 5
 - 3.2. Une population optimiste **Erreur ! Signet non défini.**
 - 3.3. Vers des temps plus troublés..... **Erreur ! Signet non défini.**
 - 3.4. Les bases structurelles de la réussite (middle income trap)**Erreur ! Signet non défini.**
4. Le retour à la gouvernance maoïste..... **Erreur ! Signet non défini.**
5. Conclusion..... **Erreur ! Signet non défini.**

Le développement économique de la Chine a surpris tous les observateurs. Ce pays a passé la première moitié du vingtième siècle dans la guerre civile, voire dans la guerre tout cours. L'installation d'un régime communiste y a apporté un peu de stabilité politique mais a été lourd de désastres économiques suite à des utopies communistes ou à des plans qui ont désorganisé la production vivrière et industrielle. Ces mêmes utopies ont conduit à mettre à bas une grande partie de la culture millénaire de ce pays, entraînant des drames humains dans la plupart des familles et une perte des repères moraux. A partir de 1985, on voit apparaître une croissance du fait surtout d'une ouverture plus grande à l'économie privée. A partir du milieu des années quatre-vingt-dix, on assiste à une véritable émergence d'une puissance économique qui ne se démentira pas jusqu'à aujourd'hui. Cette croissance ininterrompue sur près de trente ans n'a cessé d'interroger les analystes car elle reposait sur des principes contraires à ceux d'un libéralisme politique et économique triomphant dans le reste de la planète. Le dirigisme et la dictature qui avait semblé expliquer pour l'essentiel la chute du

monde soviétique et son incapacité à obtenir des résultats économiques probants se maintenait et se renforçait au fur et à mesure des défis que rencontrait cette croissance. Alors, les analyses n'ont pas manqué qui prévoyait la fin de la croissance chinoise, voire l'effondrement politique et économique de ce pays. Pratiquement entre 1990 et 2005, chaque année voyait la sortie d'ouvrages prédisant la fin de la Chine pour des raisons évidentes. Une crise imminente annoncée mais qui n'arrivait pas. Le but de cet article est de faire le point sur ces discours sur une crise qui ne vient pas et de montrer que ces discours peuvent bien nous empêcher de voir le surgissement d'une crise massive dont les effets seront sensibles non seulement en Chine mais sur le reste de l'économie mondiale.

1. English Abstract

China's economic development was unpredicted. During first half of the twentieth century China experienced the Civil War or the foreign invasions. The surge of a communist regime gave some political stability but first brought economic disasters. Ideological utopias and socialist Planning disrupted food and industrial productions. These utopias led to bring down a large part of a China centuries culture, causing human tragedies in most families and a loss of moral bearings. In 1985, private entrepreneurship was permitted and economic growth took over. From 1995 up to the date, China appears as maybe the main world economy engine. This uninterrupted growth over nearly thirty years has continued to question analysts as it was based on principles contrary to the believes of most economy experts. Dirigisme and the dictatorship largely explained the fall of the Soviet Union and its inability to obtain convincing economic performance. No surprise that between 1990 and 2005 almost every year saw the release of books predicting the end of China growth for obvious reasons. Every year some influent expert announced an imminent China crisis which did not come. The purpose of this article is to take stock of this talk about a crisis that does not come and show that these speeches may well prevent us from seeing the emergence of a massive crisis whose effects will be felt not only in China but the rest of the global economy.

2. La définition de la crise varie selon les pays

Le mot crise n'a pas le même sens d'un pays à l'autre. Les récits de crise racontent chacun une histoire propre au pays, ou à l'image qu'on a de ce pays. Ayant vécu l'essentiel de ces vingt cinq dernières années à cheval entre trois pays, j'en ai eu l'illustration évidente. Ces pays sont la France, l'Argentine et la Chine.

En chinois, le mot crise s'écrit 危机, deux caractère qui chacun résument deux autres tandems de caractères qui signifient pour l'un *le danger*, pour l'autre *l'opportunité*. Dans ce pays qui a donné naissance à la philosophie du non agir, la crise est donc le moment où tout bascule, celui où il est le plus facile de pousser la société dans un sens souhaité. Ceux qui n'aiment pas

l'ordre établi solidement souhaitent donc la crise qui peut faire bouger les lignes, tout en redoutant son occurrence. En effet, l'histoire de la Chine des cent cinquante années avant le communisme, et même celle des trente premières années de ce régime est celle d'une suite ininterrompue de guerres et de guerres civiles. Le couvercle mis sur la société chinoise par un parti qui ne tolère pas l'expression d'un discours autre que le sien, laisse entrevoir des potentialités de conflits extrêmement violents contre les puissants actuels, les parvenus, où ceux qui se revendiquent de leur ethnie supposée. L'effondrement catastrophique de l'Union Soviétique a constitué un électrochoc à la fois pour le Parti et son opposition potentielle. Et de fait, ces dernières vingt-cinq années ont donné le sentiment que la Chine était le pays qui ne connaissait pas la crise, et, qu'aucune crise ne serait capable d'entraver son élan vers l'expansion économique. Une croissance ininterrompue depuis plus de trente ans a poussé les personnes mêmes que j'avais vue rechercher l'émancipation et la liberté politique, à l'oubli de ces pensées dangereuses, pour se tourner vers l'enrichissement de leur pays, voire d'eux-mêmes.

A l'inverse de ce pays supposé sans crise, l'Argentine est le pays des crises et des périodes d'expansion rapides. Depuis trente ans, trois fois, le pays s'est enfoncé dans des crises économiques et sociales impressionnantes. Trois fois, il est reparti de plus belle. Ce pays a connu l'hyperinflation, fléau qui a beaucoup contribué en son temps à l'avènement du nazisme en Allemagne. Il est resté dans un modèle démocratique. Il a connu une mise en défaut de ses banques, cinq présidents de la république se sont succédés en trois mois. Ce pays a aussi refusé de rembourser ses emprunts internationaux, se mettant de lui-même au banc de toutes les institutions monétaires internationales. De nombreux commentateurs économiques ont déclaré que l'Argentine mettrait plus de cinquante ans à redresser la situation. Cinq ans plus tard, l'économie était repartie et affichait des taux de croissance que l'Europe lui enviait. En fait, ces brillants économistes avaient oublié de prendre en compte les fondamentaux : ce pays a une industrie, des savoir-faire, une population jeune, instruite et ayant la volonté de travailler. Dès lors, peu importe que quelques institutions internationales soient en colère.

De son côté la France a une perception curieuse de la crise. Le fait de sauter régulièrement de la Chine, à l'Argentine ou la France offrait une vision contrastée de la conjoncture économique et sociale mondiale. La Chine était chaque fois plus riche, plus développée. L'Argentine réservait chaque fois une surprise : allait-on trouver une crise, et une population démoralisée, ou une activité débordante. On passait du pays sans crise au pays des crises à éclipses. Par contre, le mot crise s'est installé en France dans les médias depuis plus de vingt ans. Les médias français ont pris eux l'habitude d'utiliser le mot crise pour décrire une situation qui n'évolue pas, une situation où la population ne s'appauvrit pas, mais où tous ceux qui semblent le vouloir n'arrive pas à travailler. Le mot qui désigne ailleurs une descente rapide aux enfers, ici sert à décrire une forme d'endormissement morose et résigné.

On le voit, chaque pays a ses histoires de crises, ces histoires ne sont pas une autre chose qu'une recherche de sens à la situation vécue par les populations, comme ces situations sont contrastées d'un pays à l'autre, il n'est pas étonnant que le sens du mot crise diffère d'un pays

à l'autre. Mais notre propos porte précisément sur la vision de la crise concernant la Chine, vision portée essentiellement par les Occidentaux. La Chine du fait de son régime politique, sa taille et son développement économique est une source d'inquiétude pour l'Occident. Revenons un peu sur ce roman de la crise chinoise, qui prend la forme d'une crise annoncée... mais qui semble ne jamais devoir arriver.

Le développement économique de la Chine a surpris tous les observateurs. Ce pays a passé la première moitié du vingtième siècle dans la guerre civile, voire dans la guerre tout cours. L'installation d'un régime communiste y a apporté un peu de stabilité politique mais a été lourd de désastres économiques et humains, suite à des utopies communistes, ou à des plans qui ont désorganisé la production vivrière et industrielle. Ces mêmes utopies ont conduit à mettre à bas une grande partie de la culture millénaire de ce pays, entraînant des drames humains dans la plupart des familles et une perte des repères moraux. A partir de 1985, on voit apparaître une croissance du fait surtout d'une ouverture plus grande à l'économie privée. A partir du milieu des années quatre-vingt-dix, on assiste à l'émergence d'une véritable puissance économique qui s'affirme de plus en plus, jusqu'à aujourd'hui. Cette croissance ininterrompue sur près de trente ans n'a cessé d'interroger les analystes car elle reposait sur des principes contraires à ceux d'un libéralisme politique et économique triomphant dans le reste de la planète. Le dirigisme et la dictature qui avait semblé expliquer pour l'essentiel la chute du monde soviétique et son incapacité à obtenir des résultats économiques probants se maintenait et se renforçait au fur et à mesure des défis que rencontrait cette croissance. Alors, les analyses n'ont pas manqué qui prévoyait la fin de la croissance chinoise, voire l'effondrement politique et économique de ce pays. Pratiquement entre 1990 et 2005, chaque année voyait la sortie d'ouvrages prédisant la fin de la Chine pour des raisons évidentes. Une crise imminente annoncée mais qui n'arrivait pas. Nous faisons l'hypothèse que l'échec antérieur des prédictions de ces discours peut bien nous empêcher de voir le surgissement d'une crise massive dont les effets seront sensibles non seulement en Chine mais sur le reste de l'économie mondiale.

3. Une réussite paradoxale

La chute du mur a donné le sentiment de la victoire définitive économique et politique de la démocratie sur la dictature. Dans le credo libéral, un régime dirigiste paralyse inmanquablement son économie. Les années suivantes verront sortir un grand nombre d'ouvrages prédisant cet échec. L'argumentation est assez logique. Le développement économique de la Chine se doit au fait que la Chine ne joue pas le jeu de la concurrence économique, mais qu'elle triche en sous-payant les salariés, en baissant artificiellement la valeur de sa monnaie, en copiant systématiquement les technologies étrangères. En gros, elle triche et les pays occidentaux hésitent à en tirer les conséquences et à faire barrage. C'était mal percevoir que le développement de la Chine servait aussi les grands pays développés. En fait, les emplois n'ont pas quitté directement l'Occident pour aller en Chine, ils étaient déjà partis, soit que des pays intermédiaires aient offert des conditions de coûts plus intéressantes

avant que la Chine ne se réveille, soit que les emplois non qualifiés ne trouvaient plus preneurs dans les pays développés. Dans un travail récent, nous avons montré que les pays développés sont responsables de près de 70% des exportations chinoises en faisant fabriquer en Chine des produits dont l'essentiel de la valeur ajoutée reste captée par ces mêmes pays¹. Les dirigeants chinois ont par ailleurs réussi à éviter la plupart des obstacles qui se posaient à leur croissance, maintenant une paix sociale pendant la période de croissance, et, répondant aux demandes occidentales avant que les sanctions éventuelles ne deviennent trop lourdes.

Le démenti de ces prévisions de l'échec appuyées par des théories libérales a été tellement fort, qu'aujourd'hui, surgit la thèse d'une Chine capable de surmonter toutes les crises économiques. Cette thèse s'impose comme une évidence confirmée par le nombre de crises évitées par la Chine. La Chine a même fortement contribué à bloquer la crise bancaire asiatique, autrement dit elle a évité une crise pour elle-même, mais arrêtée une crises qui concernait de nombreux pays. L'idée s'imposerait alors d'une Chine si bien gouvernée qu'elle saura triompher de toutes les difficultés. La nomination d'un premier secrétaire ayant été formé aux U.S.A. contribue à cette croyance que l'on voit défendue avec vigueur par de plus en plus d'intellectuels. C'est du moins ce qui transparaît dans un rapport récent sur ce que les U.S.A. doivent attendre de la Chine². Alors la Chine devient-elle définitivement le pays sans crise ? Nous développons ici une thèse plus circonspecte que nous étairons d'abord sur l'histoire de l'économie chinoise.

3.1. Expliquer cette réussite

Si les économistes se font assez souvent remarquer par leur incapacité à prévoir les crises, et à voir les émergences à venir, il n'en reste pas moins assez facile de prévoir l'expansion économique d'un pays. Le PIB/ha croît quand le niveau d'éducation de la main d'œuvre croît et que croît le ratio population travaillante/ population totale. Si une part plus grande de la population travaille, mécaniquement plus de valeur d'usage est créée, donc plus de besoins réels assouvis. De plus la répartition des richesses dans la population devient meilleure ce qui tend à améliorer l'impression de bonheur.

¹ Xavier RICHET, Jean RUFFIER (2014), "Ci-gît l'industrialisation mondiale : fin du rôle sociétal de la fabrication industrielle" in dossier L'industrialisation au Sud, Autrepart N°69, 2014/1 pp.3-26, cf aussi : XING Yuqing and Neal DETERT (2010), "How the iPhone Widens the United States Trade Deficit with the People's Republic of China", Asian Development Bank Institute qui montre que la Chine ne récupère que 7 USD sur chaque iPhone qu'on y fabrique.

² Matthew P. GOODMAN, David A. PARKER (2015), Navigating Choppy Waters – China's Economics Decisionmaking at a Time of Transition, CSIS, Washington (mars 2015) Excellente analyse économique et sociale de la Chine actuelle, le rapport pêche cependant pour un parti pris très favorable envers XI Jinping.

Civilisation millénaire, culture fermée sur elle-même, plus grand pays du monde : la Chine fascine. Au point que l'on n'imagine pas que les modes simples d'évaluation des risques s'appliquent à elle comme à tous les autres pays du monde. Dès le début des années quatre-vingt-dix, les investisseurs français que nous rencontrions semblaient peu soucieux de rentabiliser rapidement leurs investissements. La plupart d'entre eux donnaient comme principale raison à leur venue : “ *Il faut être en Chine* ». Cette raison passe avant les autres : autrement dit on accepte à l'avance d'y perdre de l'argent. Or il est évident que le pouvoir d'achat des habitants est très bas. Alors, il faut miser sur une expansion économique qui, malgré son rythme exceptionnel, mettra plus de vingt ans avant de créer une classe de clients susceptibles d'acheter des produits occidentaux.

C'est donc bien cette expansion qu'il faut expliquer. En fait, autour de l'année quatre-vingt-dix, l'Occident s'interroge sur les conditions du décollage d'un pays pauvre. Les exemples de réussites sont des exemples d'investissements forts de pays occidentaux, et encore ces exemples ne sont positifs que si le niveau éducationnel de la population atteint un alphabétisme généralisé. La Chine a ce niveau éducationnel mais son régime la met en dehors de toute aide occidentale. Le décollage est donc une surprise. Après coup, on s'aperçoit que le pays avait une économie prospère avant les interventions occidentales et japonaises du dix-neuvième siècle. En fait, la révolution communiste a apporté l'unité et une paix relative dans le pays, mais elle a bridée toute initiative économique de la population. Pendant les trente premières années du communisme, le pays est écrasé par des réformes économiques catastrophiques qui créent des famines d'autant plus catastrophiques qu'il pousse à la multiplication des naissances. La révolution dite culturelle ferme les écoles et pousse les intellectuels dans un exil douloureux. A la mort de MAO Zedong, la nouvelle direction politique rouvre les écoles, remet à leur place les cadres exilés, et surtout tolère de plus en plus d'initiatives individuelles pour peu qu'elles créent de l'emploi et de l'activité économique. Dès lors, il se produit une forme de rattrapage. On peut s'étonner de ces trente glorieuses chinoises, croissance ininterrompue sur une durée qui semble très longue. Mais la France, et nombre de pays ont connu la même chose lorsqu'ils sont sortis d'une deuxième guerre mondiale particulièrement destructrice.

A partir de 1985, le pays vit une croissance impressionnante. Certaines zones décollent littéralement. De nombreux paysans trouvent l'opportunité de quitter le tiers monde pour s'insérer dans cette société industrielle en pleine croissance. Les compétences sociales, techniques et gestionnaires, deviennent essentielles. De nombreux collègues chinois voient ainsi leur situation matérielle s'améliorer d'une manière plus rapide qu'ils n'auraient osé l'imaginer dix ans plus tôt. Désormais, on peut avoir accès à des objets qui semblaient réservés uniquement aux cadres du Parti. Et la situation s'améliore. La jeune génération est beaucoup plus aisée que celle qui précède. Les vieux peuvent ainsi bénéficier de la solidarité intergénérationnelle. Ils sont souvent plus ou moins pris en charge par une génération d'enfants plus nombreuse que la précédente. Ont joué dans ce sens d'une part les privations de la période maoïste qui ont réduit l'espérance de vie, et une forte natalité avant la mort de MAO Zedong. La population est donc fondamentalement optimiste : tout va mieux que dans

le passé. Annoncer des catastrophes liées au vieillissement de la population c'est aller contre l'évidence que le pays et son gouvernement vont toujours trouver la solution aux problèmes qui se posent.

3.2. La fin des trente glorieuses chinoises

L'arrêt de l'exode rural, l'augmentation du nombre de vieillards provoquent mécaniquement une réduction de la croissance. Cet arrêt a été annoncé par certaines observations du centre :

- > A partir de 2008, le centre observe une difficulté à trouver des ouvriers spécialisés (OS).
- > Fin 2010, il constate l'augmentation des conflits ouvriers et commence à les étudier

Nous avons mené un certain nombre d'observations pour comprendre comment s'arrête l'exode rural, non par manque de candidats, mais par incapacité à rentabiliser le travail de jeunes du tiers-monde. Les jeunes ruraux étaient pris en charge généralement par des adultes de leurs villages, les patrons des petits ateliers informels. Ces adultes les nourrissaient, les logeaient, et les formaient au travail industriel, contre un travail gratuit ou quasi gratuit. Ces adultes gagnaient très peu d'argent sur chaque jeune, lequel représentait une masse d'efforts considérables de leur part. A partir d'un certain moment, plus aucun ouvrier suffisamment instruit ne trouvera intérêt à ce travail de formation des futurs ouvriers de l'atelier du monde. Il faut dire aussi que ces patrons d'ateliers informels sont assez mal vus par les médias occidentaux comme chinois. Ces petits patrons sont accusés de s'enrichir en ne respectant pas les lois sociales qu'elles soient chinoises ou internationales. Et les reportages dans les ateliers informels mettent en image des conditions de travail très éloignées des normes occidentales. Alors, les jeunes ruraux n'auront donc plus de formateurs. Ils ne pourront plus remplir les postes d'ouvriers non qualifiés des grandes usines de l'atelier du monde. D'où la raréfaction des ouvriers non qualifiés. Les usines chinoises trouvaient très facilement des ouvriers efficaces et dociles : c'était au point que la gestion du personnel n'était pas considéré comme une fonction dans l'entreprise. Tout soudain, autour de 2009, des difficultés de recrutement sont apparues dans le Sud de la Chine, l'expansion de l'atelier du monde s'enraie.

La raréfaction des ouvriers non qualifiés modifiera l'équilibre des forces dans les ateliers. Les ouvriers non qualifiés sont devenus une rareté. Ils ont ainsi pu arracher des augmentations de salaires considérables à partir de 2010. A la conflictualité liée à ce nouveau rapport de forces, est apparue une autre conflictualité liée à l'augmentation des prix de l'immobilier. La première génération des ouvriers ruraux a pu, à force d'abnégation et de sacrifices, finir par se loger en ville. Leurs enfants voient ce rêve s'éloigner. L'enrichissement devient un leurre douloureux pour les ouvriers.

En fait, ce qui se passe en Chine n'est pas original. La sortie d'un pays de l'extrême pauvreté se fait par des mécanismes qui, ensuite, bloquent ce même pays dans la situation de pays semi développé. Les augmentations de salaire permettent une amélioration relative de la condition ouvrière, mais, en même temps, dégradent la compétitivité internationale de l'industrie locale. Le pays manque alors des ressources qui lui permettraient d'atteindre une nouvelle compétitivité par l'automatisation et le savoir. L'automatisation demande un niveau de capitalisation généralement hors de portée des entreprises des pays peu développés. En Chine, ce manque de possibilité de capitalisation est encore renforcé par un système bancaire orienté sur l'aide aux entreprises publiques. Les petites entreprises privées qui ont permis le décollage de la Chine tendent à abandonner l'activité industrielle. Par ailleurs, l'augmentation des qualifications de la main d'œuvre nécessite au moins une génération, puisqu'il faut former des professeurs avant de former les élèves, et que les professeurs ne pourront rentabiliser leur formation que s'ils ont assez de personnes suffisamment riches pour les payer.

4. Une évolution sociale contrastée

La société chinoise est devenue une composante de la société globale. L'usine du monde n'est pas qu'une image, c'est la constatation que l'économie mondiale ne saurait aujourd'hui fonctionner sans la Chine. Beaucoup de pays ont délocalisé une partie si importante de leur production en Chine qu'ils seraient bien mal à l'aise si les usines chinoises s'arrêtaient de produire. Pays très dépendant de son commerce extérieur, la Chine n'en est pas moins un pays qui refuse d'appliquer les règles communes. Ainsi garde-t-elle une monnaie non convertible, donc une monnaie dont l'appréciation n'est pas directement fixée par le marché. Si les Américains se plaignent volontiers de la valeur trop basse du Yuan, il faut pourtant admettre que le système financier chinois a joué un rôle important dans l'arrêt de la crise asiatique et, des deux dernières crises bancaires. Refusant de soumettre sa monnaie aux lois du marché, l'État chinois peut agir sur une partie significative de la monnaie mondiale. Si certains économistes dénoncent ce qu'ils appellent une tricherie, d'autres se réjouissent de constater que malgré le libéralisme dominant, il existe des leviers d'action sur la monnaie et l'économie mondiale qui dépendent de volontés politiques, fussent-elles chinoises.

L'État chinois reste très interventionniste et planificateur. L'idéologie socialiste a été un peu rapidement enterrée en Occident, lors de la désagrégation de l'URSS. La planification a été abandonnée dans nombre de pays, parce que l'idéologie du pouvoir était favorable au laisser-faire/laisser-aller, ou plutôt, parce que le gouvernement n'avait plus les capacités de dicter ses instructions aux entreprises. En fait, la création d'un espace hors du contrôle des États a limité les capacités de prélèvement d'impôts de la plupart des pays occidentaux. Dès lors, ces États ont perdu de leur puissance.

L'État chinois reste au contraire capable de planifier, il peut mobiliser rapidement une partie importante des richesses nationales pour faire face à l'imprévu. L'État chinois garde une prérogative qu'avaient les grands États jusque vers la fin du XXème siècle : il peut décider

qui a le droit d'être riche parmi ses citoyens. L'État continue à penser pour ses citoyens à la place d'eux, il continue à peser sur leur vie quotidienne décrétant combien d'enfants ils doivent avoir, s'ils peuvent ou non sortir du pays. La modernisation économique de la Chine, l'envoi de nombre de ces jeunes dans les universités étrangères modifie la manière de penser de ses élites, mais la Chine reste une dictature qui contrôle de près ces citoyens qu'ils soient en Chine ou à l'étranger. C'est un pays qui a une des plus importantes polices de la pensée du monde. Par exemple, il y a autant de personnes employées à contrôler les communications et internet qu'il y en a dans le reste de l'armée chinoise. Le système de l'enfant unique est un instrument remarquable et peu coûteux de contrôle de la population. En effet, nombreux sont les citoyens qui veulent avoir plus d'enfants qu'ils n'en ont le droit, ou qui ont un accident de pilule. Quand cela arrive, ils peuvent payer des amendes considérables (par exemple 60.000€ pour une naissance en Chine d'un deuxième enfant d'un couple franco-chinois). Si l'amende est jugée trop forte, l'enfant se retrouve sans existence légale. Nombreux sont ceux qui trouvent une échappatoire relative en payant des pots de vins aux contrôleurs sociaux. Les amendes et les pots de vins financent en fait l'appareil de surveillance de la conformité des citoyens aux normes imposées par le gouvernement.

Alors, où sont les faiblesses de ce système politique. Elles résident déjà dans la disproportion entre le pouvoir central (2000 personnes) et les 80 millions qui sont membres du Parti. Bien sûr, les membres du Parti ne votent que selon les instructions qui sont données, mais un coup d'Etat intérieur n'est pas une impossibilité, surtout si le pouvoir apparaissait dépassé, ou déplaisait par trop.

On imagine aussi, des mouvements sociaux. En fait, nous avons une vision d'une Chine tellement sûre d'elle-même que nous négligeons les observations objectives. Si on regarde aujourd'hui, on constate que l'idéologie communiste du pouvoir apparaît complètement ringarde. Plus grave, le mécontentement d'une partie importante de la population atteint des sommets au point que l'Etat ne publie plus ses propres indices de nombre de conflits. Depuis 2009, on assiste à une croissance du nombre de conflits du travail, les salariés obtenant ainsi de fortes hausses de salaire.

Les dictatures sont mortelles. Une dictature peut s'effondrer en très peu de temps dès lors que la majorité de la population ne la craint plus. Toute société organisée en Etat repose sur une forme de consensus aidé par la possibilité de l'Etat de recourir à la force contre ses concitoyens. Si les démocraties durent, c'est en partie parce qu'une majorité de la population refuserait de mettre la force entre des mains autres que celles d'un Etat démocratique. Cela est arrivé en Allemagne, en Argentine, mais la raison en était d'une désorganisation totale de la société liée à une dramatique crise économique. L'Allemagne est revenue à la démocratie du fait de l'écrasement militaire du régime nazi, l'Argentine y est arrivée toute seule en moins de dix ans.

L'Union soviétique est tombée en quelques mois. Avant elle, les régimes qui dépendaient d'elle, se sont effondrés comme des châteaux de cartes, une population découvrant d'un seul coup qu'elle était libre de parler, et de se déplacer au dehors des frontières nationales. Il faut

dire que l'idéologie communiste qui permettait cette servitude volontaire des citoyens à l'Etat, ne prenait plus : la plupart des citoyens n'y adhéraient qu'en surface. Tout le monde s'est alors tourné vers la Chine en se demandant quand ce pays basculerait à son tour. Vingt-cinq ans se sont passés depuis et la pouvoir chinois semble toujours aussi solide. Peut-on prédire sa chute ?

4.1. Le passage de la monocratie à l'oligarchie

C'est un tout petit groupe qui a pris le pouvoir en 1949. Il s'agit d'une armée qui s'est battue contre le Guomindang, puis contre les Japonais, puis à nouveau contre le Guomindang. Ce groupe a très peu remporté de victoires militaires, il a surtout fui à travers la Chine. Les communistes chinois ont joué un rôle important dans la seconde guerre mondiale, mais ils n'ont guère remporté de victoires contre les Japonais. Les Américains n'ont pas hésité à armer les communistes chinois quand ils ont compris que leur aide pouvait leur être utile. C'est une stratégie habituelle chez les Américains que de fournir des armes à des groupes qui vont devenir ses ennemis quelques années après. Puis, les Japonais ont perdu la guerre mondiale après avoir écrasé l'armée de métier chinoise. Ils ont donc laissé en quelque sorte la voie libre à MAO Zedong. Finalement en 1949, l'armée communiste chinoise prend Pékin, et dès lors MAO et les cadres de cette armée s'installent dans une partie de la cité interdite : leurs enfants et petits enfants y sont toujours et forment l'ossature du pouvoir central.

Mais qu'est-ce que ce pouvoir central ? La Chine dispose d'une forme de pouvoir qui a peu d'équivalents ailleurs ou dans le passé. Il s'agit non pas d'une monocratie mais d'une oligarchie. En fait, une des caractéristiques de l'oligarchie chinoise est d'avoir résolu la plupart des conflits en son sein de manière non mortelle³. C'est un petit groupe de dirigeants, constitué de rescapés de la longue marche, qui a pris le pouvoir en 1949. Ce petit groupe constitue une petite société qui se reproduit en son sein et conserve depuis soixante-cinq ans les rênes du pouvoir. Les observateurs étrangers s'entendent en général pour dire que l'on sait très peu de choses sur la vie de ces quelques deux mille personnes qui constituent le groupe dirigeant, sinon que les décisions essentielles sont prises par un collectif aux contours mal connu et que ce collectif tient fermement les rênes d'un parti communiste de quelques 80 millions de personnes⁴.

L'oligarchie⁵ permet de résoudre le problème de la transmission du pouvoir d'une génération à l'autre. Les mêmes personnes qui sont responsables des erreurs de la planification initiale,

³ A l'exception notable de LIN Piao, successeur désigné de MAO.

⁴ On lira sur ce point l'intéressant ouvrage de Domenach (2012) *Mao, sa cour et ses complots: Derrière les Murs rouges*, Fayard.

⁵ Oligarchie : gouvernement par un petit nombre de personnes, se différencie de la monarchie, gouvernement d'un seul, et de la démocratie, gouvernement par le peuple.

puis des crimes de la Révolution culturelle, sont aujourd'hui celles qui dirigent la politique dite de « socialisme de marché » ou « d'ouverture ». Ce mode unique de gouvernement oligarchique explique probablement la longévité exceptionnelle du régime. On mesure mieux le pouvoir de cette oligarchie quand on constate qu'il faut appartenir à cette oligarchie pour être milliardaire⁶.

L'avantage du groupe sur la personne, c'est que lorsque les erreurs du dirigeant sont visibles, il se trouve souvent dans le groupe des gens qui ont déjà un plan pour corriger les effets de ces erreurs et proposer des solutions alternatives. Les dirigeants chinois ne sont pas plus intelligents que les dirigeants des autres pays, mais leur système est plus « pardonnant », c'est à dire qu'il permet de corriger au fur et à mesure les erreurs des dirigeants. En fait, le petit comité qui désigne les membres du prochain bureau politique fait un choix très calculé. Il met comme N°1 quelqu'un supposé avoir suffisamment de leadership pour restaurer la confiance du peuple dans le pouvoir, ou pour remettre la politique dans les rails souhaités par ce petit comité. Pour éviter que ce N°1 ne devienne trop puissant, on va lui adjoindre au sein du bureau politique des personnalités qui s'opposent. Cette nomination de personnalités contrastées permet de préserver l'harmonie dans le groupe qui nomme les dirigeants, et assure que les dirigeants ne s'émanciperont pas de ceux qui les ont nommés.

4.2. Vers un retour au Maoïsme

Une nouvelle forme de pouvoir est en train de se constituer avec XI Jinping. XI Jinping est en fait le fils d'un grand dirigeant. Il disposait de forts appuis et était annoncé depuis longtemps comme devant occuper la place de secrétaire du Parti. Depuis quelques années, son CV circulait sous une forme de récit héroïque qui laissait peu de place au doute sur sa carrière future. Comme d'habitude, le bureau politique du comité central a été long à mettre en place, et une personne de premier plan, elle aussi fils de hauts dirigeants, avait été annoncée : BO Xilai. L'aura de ce personnage était déjà considérable. C'est lui qui avait relancé la mode des chants à la gloire de MAO Zedong. Il avait aussi, sous prétexte de lutte contre la corruption dans la province, fait mettre en prison, et même exécuté de nombreux patrons d'entreprises, dont les biens étaient aussitôt confisqués. BO Xilai sera finalement incarcéré lui-même à l'issue d'une série de rebondissements qui tiennent du thriller politico policier. Arrivé au pouvoir XI Jinping a profité de l'absence de contrepoids dans le bureau pour faire mettre en prison les responsables de l'armée, de la police et de la sécurité. Il a en quelque sorte fait le vide au-dessus de lui. Autrement dit, on ne voit plus qui d'autre que lui va nommer son successeur. Dans une telle situation, il semble que le plus probable est qu'il se nomme lui-même, devenant président à vie.

⁶ Un professeur d'une universitaire pékinoise de renom nous a affirmé avoir repris la liste des milliardaires chinois selon Forbes : pour 98% d'entre eux, il a pu trouver un lien familial avec un ministre ou un ancien ministre.

La durée du collectif est potentiellement infinie. La forme de pouvoir que je décrivais dans le précédent point aurait le potentiel de se renouveler en permanence : l'oligocratie est donc susceptible de durer. Le pouvoir central ne travaille pas pour la postérité, comme le ferait un potentat qui sait qu'il va mourir ; il ne travaille pas non plus pour aligner des résultats à la date des élections suivantes, puisqu'il n'y a pas vraiment d'élections. Il a la possibilité et l'intérêt de se projeter et de projeter son pays dans le long terme. Cela explique le développement rapide des infrastructures, la priorité absolue mise sur l'unité du pays et la résilience de son système politique. L'arrivée d'un président à vie signe la fin de ce système politique original. Nous verrons s'il est la prémisse de la fin d'un régime.

Président à vie, XI Jinping en a déjà l'arrogance. Les universitaires ne sont plus appelés à s'aligner sur le Parti, mais directement sur la pensée XI Jinping. Des comportements, des ouvertures d'esprit, autrefois tolérées, voire encouragées deviennent des motifs d'emprisonnement. Une terreur s'installe où tout cadre, tout intellectuel, toute vedette, est susceptible de se retrouver en prison pour corruption ou déviation idéologique. Le pouvoir s'est enfermé sur lui-même : depuis cinq ans, les sorties des dirigeants sont précédées d'une interdiction de circuler de plusieurs jours afin que ces derniers ne puissent rencontrer que des personnes contrôlées. Cela fut le cas à Lyon où on a vu des rues centrales de la ville fermées à la population.

Combien de temps durera cette période difficile. Il est difficile de le prévoir. A tout le moins le sociologue que nous sommes peut juste signaler que le système politique est devenu plus fragile. Le régime politique aurait donc changé en Chine, comme aurait changé le mode de désignation du N°1. Notre capacité à anticiper les évolutions à venir est donc devenue moins bonne. Ce qui est certain, c'est que ce qui se passe là aura des répercussions sur la santé économique mondiale.

Ainsi, si le regard du monde sur la Chine a changé, de trop nombreux observateurs oublient de se fixer sur les éléments structurant la réussite. Si on utilise les indicateurs économiques habituels et qu'on ne module pas nos jugements en pensant que la Chine est un pays différent des autres, alors, on ne peut qu'être inquiet de l'avenir et se demander si on va vers un arrêt brutal ou lent de la croissance. Lorsqu'on se fixe sur les indicateurs sociaux, alors on peut vraiment craindre une explosion sociale de forte envergure, glissant dans certaines régions vers la guerre civile. La fuite des élites est déjà en cours. Mais les sociologues ne peuvent que remarquer que ce modèle original d'oligarchie qui permettait une politique d'ajustements rapides aux évolutions est en train de disparaître au profit du dictat d'un seul, modèle qui apparemment a toujours ses défenseurs malgré les catastrophes économiques et humaines entraînées par Mao, Staline, Hitler, Napoléon.

Mais revenons à notre question initiale de l'influence des récits de la crise sur la réalité de son occurrence. Nous devons reconnaître une certaine cohérence dans l'action du gouvernement chinois. En interdisant tout discours critique sur la situation présente, il s'efforce d'éviter l'apparition de discours susceptibles de favoriser la cristallisation d'une crise économique et sociale. Les moyens mis en œuvre sont considérables, à la mesure de la puissance financière

de l'Etat chinois, et de l'enjeu politique pour le groupe qui soutient le Président XI. La moitié de l'armée chinoise travaille à la surveillance des discours, ceux qui sont mis sur internet, ceux qui sont divulgués par les médias chinois, mais aussi des médias étrangers, selon un contrat qui veut que pour avoir accès à la Chine, il est impératif de tenir un discours qui ne voit pas la crise venir (on peut être antichinois mais on n'a pas le droit de dire que la Chine va vers une crise sociale et/ou économique). Des services d'écoute des téléphones, des conversations dans les lieux publics et privés, sont généralisés. Ils parviennent à développer des réflexes de peur et de précaution qui fonctionnent naturellement chez les individus chinois, mais aussi chez les étrangers. Cela dit, le pouvoir chinois n'arrive pas à réduire un sentiment de colère et d'impuissance qui se développe chez tous ceux qui rencontrent sur leur chemin l'opposition des autorités. L'absence de lieu de parole libre pousse à des actions de plus en plus violentes dans les entreprises, comme chez ceux qui demandent plus d'autonomie, ou plus de participation. Cette absence de parole libre rend aussi caduque tout effort d'anticipation d'une crise sociale à venir, en même temps qu'elle donnera des raisons objectives à de plus en plus de groupes sociaux de se joindre à un mouvement dès lors que s'entreverra la possibilité d'un changement.

L'avenir n'est pas écrit, pas prévisible, mais le mode actuel de gouvernance aura une fin. Si la politique actuelle ne change pas, il sera vraiment très difficile de se mettre à l'abri quand se produira une vague de violences que personne n'aura vu venir.